



Paul DEVIN

En finir avec le pédagogisme ?

Médiapart, 30 mai 2017

Jean-Michel Blanquer annonce vouloir en finir avec le pédagogisme. Pour quelqu'un qui avait annoncé vouloir transcender les clivages stériles, la période de volonté conciliatrice aura été bien courte. Car l'opposition binaire qui enjoint aux enseignants de se ranger soit du côté des « pédagogues », soit du côté des « républicains » est une opposition stérile.

Dans une interview publiée le 23 mai dans Le Point, Jean-Michel Blanquer annonce vouloir en finir avec le pédagogisme. Pour quelqu'un qui avait annoncé vouloir transcender les clivages stériles, la période de volonté conciliatrice aura été bien courte. Car l'opposition binaire qui enjoint aux enseignants de se ranger soit du côté des « pédagogues », soit du côté des « républicains » est une opposition stérile.

Les débats qui prétendent cerner la question scolaire dans de telles dichotomies n'offrent aucune possibilité de construire un avenir raisonnable pour l'école. On peut faire croire que la question essentielle serait de choisir entre transmission et construction des savoirs mais la réalité est que le travail enseignant procède à la fois de la transmission et de la construction. Celui qui ne voudrait pas admettre la nécessité de la construction prendrait le risque d'ignorer que l'apprentissage est une activité intellectuelle de l'élève. Mais celui qui refuserait la transmission prendrait un autre risque, pas moindre, celui d'ignorer la réalité intrinsèque des connaissances.

Ce qui constitue le cœur du travail enseignant est justement de devoir traiter conjointement l'objectivité des connaissances et les conditions

de leur accès. Décréter que l'élève en sait autant que le professeur est une mystification mais le considérer uniquement au travers de son ignorance est un mépris. Rêver que la modernité d'un dispositif pédagogique suffirait, par essence, à apporter des améliorations est une imposture mais l'immobilisme de principe est une impasse. Prôner la bienveillance comme le vecteur fondamental de l'apprentissage est un leurre mais mépriser l'importance de la relation de l'enseignant avec ses élèves est une source d'échecs.

Connaîtrons-nous à nouveau ces récurrents effets de balancier d'un discours institutionnel qui après avoir encensé les enseignements pratiques interdisciplinaires, la classe inversée et les îlots bonifiés vont désormais louer le cours magistral ? Mais derrière ces incessantes fluctuations, nous savons que se logent des finalités idéologiques qui ont peu à voir avec la volonté de démocratisation des connaissances et de la culture commune. On pouvait jusque-là croire que les choix d'interviews récentes du ministre et de son directeur de cabinet accordées à Brighelli ou à SOS-Éducation étaient des maladresses mais, désormais suivies d'une déclaration de guerre au pédagogisme, elles prennent une autre perspective.

Il serait temps de laisser les enseignants faire leur travail, celui de concevoir des enseignements dont l'ambition est de permettre à tous leurs élèves d'accéder aux savoirs. Plutôt que de se mêler de leur prescrire une méthode, l'État devrait se consacrer à ses missions essentielles. Celle de donner aux enseignants la formation initiale et continue qui

leur permette à la fois de maîtriser les connaissances et de disposer de la culture didactique nécessaire à leur exercice quotidien en classe. Celle de leur donner les moyens d'enseigner qui permettent les conditions de travail des enseignants et les conditions d'étude des élèves qui seront les plus favorables à la démocratisation de la réussite.

Et ce que les enseignants attendent de leur ministre, plutôt qu'il disserte sur ses conceptions personnelles de l'enseignement,

c'est qu'il défende l'investissement majeur dont l'École a besoin pour répondre aux enjeux qui lui sont donnés. Nous ne pouvons plus admettre que l'École soit ballottée au gré des certitudes ministérielles successives de chaque alternance politique. Et puisque notre ministre a annoncé qu'un des piliers sur lesquels reposeraient ses choix devait être celui des grandes enquêtes internationales, rappelons-lui qu'une des recommandations de l'OCDE est justement celle de la continuité des politiques éducatives.